

## Samu social gabonais/Déjà 2 ans Au service des Gabonais défavorisés

Rudy HOMBENET AN-VINGUI  
Libreville/Gabon

C'EST le 3 juillet 2017 que le Samu social gabonais a officiellement commencé son activité au service des personnes économiquement faibles.

Perçu comme un outil de réduction de la pauvreté et de la mortalité au Gabon, en dépit des soubresauts traversés par la structure, le Samu social gabonais vient de célébrer avec sobriété ses deux ans d'existence. C'était au cours d'une cérémonie organisée à l'Institut français de Libreville en présence de son coordonnateur général Wenceslas Yaba qu'entouraient ses collaborateurs. Aujourd'hui, le Samu social gabonais affiche plus de 235 000 personnes traitées au compteur dans des domaines variés, avec plusieurs représentations sur le territoire national. Entre l'hébergement temporaire pour accompagner les démunis dans les cas d'urgence sociale, les centres médico-psychologiques et leurs consultations gra-



Dr Yaba et ses équipes célèbrent plus de 235 000 personnes traitées au compteur dans des domaines variés.

tuites, la distribution tout aussi gratuite de médicaments, l'entité médicale à vocation sociale se démène pour venir en aide à ceux

qui ont peur de l'hôpital, ou manquent de moyens pour s'y rendre. Il propose également des soins palliatifs à domicile pour

les malades ne pouvant se déplacer. Et ce, depuis son lancement en présence de Xavier Emmanuelli, patron du Samu social international.

*"Les médicaments gratuitement, les vêtements gratuitement, les laboratoires d'analyses médicaux gratuitement, les échographies et les électrocardiographies,*

*des couveuses mobiles, des milliers de lunettes gratuites (...) y compris les ambulances gratuitement".* Autant de prestations gratuites qu'aime rappeler le coordonnateur général du Samu gabonais. En dépit des difficultés que rencontre la structure dans l'accomplissement de ses missions sociales.

Deux ans d'existence, des chiffres éloquentes que "l'hôpital cadeau" entend accroître. C'est dire que cet appareil qui se veut "un hôpital entièrement gratuit" vient véritablement soulager les malades désespérés et combler les insuffisances des hôpitaux publics. "La demande est de plus en plus croissante, mais nous ne disposons pas d'assez de solutions d'hébergement de qualité pour faire face", regrette Dr Yaba.

Ces efforts ne sont-ils pas un motif suffisant pour encourager cette œuvre, afin qu'elle devienne pérenne et continue de venir en aide à tous ces compatriotes sans moyens, qui ont droit eux aussi à la santé? Pour l'heure, Wenceslas Yaba ne compte pas baisser les bras pour la survie du Samu social gabonais.

### Vient de paraître

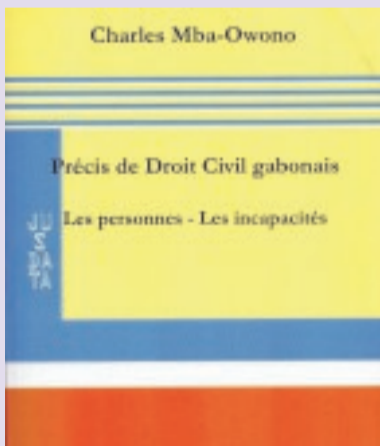
## Précis de droit civil gabonais

Dans cet ouvrage de 720 pages rigoureusement conduit, Charles Mba-Owono, Professeur titulaire de droit privé à l'Université Omar-Bongo, pose et définit ce qu'il faut entendre par " sujets de droit ". Précisément, il se penche avec minutie sur les catégories de " personnes " et d'" incapacités ", auxquelles il attribue des contours sémantiques nets et précis, à partir du Code civil gabonais. Dense et instructif.

ON le savait pointu dans son approche des questions juridiques. Une preuve nous en fut donnée en 2016, avec la parution de son ouvrage, " Droit communautaire des affaires de la CEMAC. Instruments de crédit - Instruments de paiement - Incidents de paiement ". Cette fois, Charles Mba-Owono, chercheur posé, fait paraître, aux Editions Dianôia, un " Précis de droit civil gabonais. Les personnes - Les incapacités ".

Une somme conçue pour servir aux étudiants de tous les niveaux, aux enseignants et chercheurs, aux praticiens du droit, à tous les curieux du droit positif gabonais.

Dans cet ouvrage fourni et documenté, et qui exige une lecture patiente et attentive, l'auteur entre dans son sujet avec la présentation de la personnalité juridique des personnes physiques et des personnes morales. Il indique notamment que la personnalité juridique n'est reconnue qu'aux sujets de droit, eu égard à ce qu'il n'y a que les sujets de droit qui demeurent investis de prérogatives dans la vie sociale, donc qui sont susceptibles d'entretenir des rapports juridiques avec les autres membres de la société.



Cet ouvrage se donne ainsi pour ambition de déterminer les sujets de droits, c'est-à-dire ces acteurs de la vie juridique que sont les personnes. Sur ce point, l'auteur rappelle qu'il existe deux sortes de sujets de droit, deux catégories de personnes. Aussi la personnalité juridique est-elle d'abord reconnue aux êtres humains, que le droit appelle personnes physiques. Mais il est à

noter que la personnalité juridique renvoie aussi à certains groupements, de personnes ou de biens, qu'on appelle personnes morales.

Toutefois, ajoute Charles Mba-Owono, l'appartenance à la catégorie des personnes ne garantit pas toujours l'exercice de tous les attributs de la personnalité juridique. " En effet, celle-ci peut être assortie de limites dans la mesure où la loi, sans revenir sur l'attribution de la personnalité juridique d'une façon générale, peut interdire à certaines personnes d'exercer des prérogatives pourtant liées à la personnalité. Dans ces situations, on parle d'incapacités et celui qui subit une telle atteinte dans sa personnalité juridique est un incapable ", précise le juriste gabonais. Là, nous touchons au second objet de l'ouvrage, qui porte sur " Les incapacités ". Il faut par ailleurs souligner que cette étude du droit des personnes et des incapacités est menée à l'aune du droit positif gabonais, principalement tel qu'il est issu de la première partie du Code civil gabonais adoptée par la loi n°15/72 du 29 juillet 1972. L'ouvrage de Charles Mba-Owono n'en est que plus salubre, dans son travail de décryptage et de pédagogie.

noter que la personnalité juridique renvoie aussi à certains groupements, de personnes ou de biens, qu'on appelle personnes morales.



WORLD HEALTH ORGANIZATION  
AFRICAN REGION

ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTE  
REGION DE L'AFRIQUE

BUREAU DU REPRESENTANT DE L'OMS POUR LE GABON

Le reply please refer to:  
Prière de rappeler la référence:

**Objet : Avis d'appel d'offre .Location de quatre (4) imprimantes multifonctions**

Le Bureau de Représentation de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) sis, SCI La Perla Immeuble B complexe des Nations Unies, Libreville lance un appel d'offres pour la location de quatre (4) imprimantes multifonctions.

La durée de la location est de 12 mois, renouvelable.

Le fournisseur recherché doit opérer dans le domaine de la vente du matériel informatique, de la fourniture des services avec une expertise confirmée dans la gestion, la fourniture et la maintenance des imprimantes multifonctions. Des travaux antérieurs avec l'OMS ou d'autres Organisations Internationales dans le domaine des services d'impression gérées (MPS) ou encore la production des certifications ISO 9001, ISO14001-ISO27001-ISO/IEC19752, ISO/IEC19798 serait un atout.

Le dossier d'appel d'offres comprenant les caractéristiques techniques des imprimantes est à retirer au 3eme étage de l'immeuble B au service informatique.

Le dossier comprenant les offres techniques et financières seront adressés à **Monsieur le chargé des Opérations de l'OMS**, sous pli fermé portant la mention « CONFIDENTIEL-Appel d'offres location des imprimantes multifonctions »

L'appel d'offres est ouvert du lundi 17 juillet 2019 au vendredi 02 août 2019 à 15h.



Dr Congorba Kanfando S. Ghislaine  
Représentant de l'OMS



Maison des Nations Unies-Immeuble La Perla, Bâtiment B  
141, Impasse Pascal NZE BE, Port de Gôl-Gôl  
R.P. 828 Libreville-Gabon  
Tél : (241) 01 44 82 67 - Email : aljgwen@who.int